

POUR UNE RÉPUBLIQUE RESPECTUEUSE DE NOS TERRITOIRES



POUR NOS COMMUNES, NOS DÉPARTEMENTS, FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE LOCALE !

Les moyens des collectivités locales durement diminués

Avec le pacte de compétitivité et les baisses de dotations déjà enregistrées, nos communes risquent d'être à nouveau durement touchées par l'austérité budgétaire. Contrairement aux arguments avancés pour justifier cette politique, il ne s'agit ni de solidarité, ni de gâchis à combattre. Les dépenses des collectivités locales sont des dépenses utiles pour nos territoires, nos concitoyens et l'économie du pays : elles représentent 72 % des investissements publics, près de 50 % de l'activité du secteur du BTP.

Or, pour la première fois les investissements globaux vont baisser en 2014 de 5,9 % et de plus de 7 % pour les communes et intercommunalités.

Ces investissements, ce sont des routes, des crèches, des écoles, des collèges et lycées, des équipements et services utiles, des politiques sociales et culturelles indispensables qui sont concernés. Cette politique ne redressera pas le pays. Au contraire, elle accentue la crise économique, elle diminue les dépenses utiles !

La réforme territoriale tourne le dos à la décentralisation

Deux projets sont en discussion au Parlement et au Sénat qui actent la fin de la décentralisation.

- Mise en place d'un couple Région-Métropole qui concentrera richesses et pouvoirs !
- Dévitalisation organisée des départements, communes périurbaines et rurales par le transfert aux régions et métropoles pour les uns, aux intercommunalités de 20 000 habitants minimum pour les autres !

C'est une profonde fracture territoriale qui s'organise avec la fin des redistributions vers le rural par le Conseil général et la Région. La fiscalité, les richesses seront concentrées dans la métropole au profit des grands groupes industriels et financiers.

C'est une recentralisation générale : la disparition du Conseil général, en 2020, installera à nouveau le pouvoir absolu des préfets. Le regroupement intercommunal à 20 000 habitants éloignera les élus communaux et les populations des lieux de décisions. C'est à

terme la disparition des communes comme lieu de démocratie de proximité, d'élaboration, d'innovation de politiques publiques qui répondent à de véritables besoins.

Enfin c'est une tutelle des nouvelles Régions sur les autres collectivités par la mise en place de schémas prescriptifs et de compétences exclusives : formation, économie, emploi, transports y compris scolaire.

Ces projets sont un véritable coup d'État contre les élus locaux et la démocratie locale au profit de nouveaux « Barons » dans les Régions et les Métropoles qui géreront de nouvelles superstructures, loin du peuple, avec « des super-Préfets ».

Une réforme de la fiscalité locale s'impose :

Nous voulons porter une double exigence : créer une nouvelle contribution territoriale des entreprises et contraindre les banques à financer les investissements utiles sur les territoires.

Redonner l'autonomie aux collectivités territoriales en leur donnant une autonomie budgétaire et leur capacité à décider de leur budget, leurs investissements, leur politique.

Le nouvel impôt local des entreprises serait basé sur la taxation des actifs financiers : 4 724,4 milliards d'euros fin 2011 de placements et dividendes, taxés nationalement à un taux unique de 0,5 %, rapporteraient 25 milliards d'euros.

Cela contribuerait à créer un fonds de péréquation suffisamment doté, affecté intégralement au financement des communes en fonction de leur nombre d'habitants et de critères sociaux.

Ensemble construisons une autre réforme et exigeons un référendum !

Sept principes nouveaux pour une vraie décentralisation, les rapports entre État et collectivités.

Réaffirmer la commune comme le premier échelon démocratique et républicain, échelon de proximité, d'organisation au plus près des populations des solidarités et des services.

Démocratiser et déconcentrer les missions de l'État garant de la cohésion et de la solidarité nationale. Instituer des codécisions entre les collectivités locales et l'État pour les grands services publics.

Nous défendons l'idée de la pertinence d'une intercommunalité au service des communes où sont transférées les compétences par les élus et non par l'État.

Démocratiser le fonctionnement des collectivités en assurant des pleins droits politiques partagés entre les élus, des nouvelles formes de participation des citoyens.

Garder trois niveaux de collectivités essentiels : commune, département et région. La commune, lieu de la communauté de vie, de

la démocratie au plus près des citoyens. Le département assure la solidarité territoriale et la solidarité sociale. La région, niveau de l'organisation du territoire et les orientations stratégiques du développement. Permettre dans ce cadre toutes les formes de coopérations choisies, intercommunalité de projet, syndicats mixtes, SPL... Réformer en profondeur le financement des collectivités en mettant en chantier une réforme de la fiscalité affirmant notamment la responsabilité du secteur économique dans le développement local.

Maintenir à chaque collectivité la clause de compétence générale, seule garante de la liberté des choix des projets locaux.

Avec le MRC : Pour un sursaut Républicain



Dénoncer l'Europe trop libérale, la politique de l'Euro fort qui certes favorise nos achats mais creuse nos déficits et détruit nos emplois industriels et agricoles. Ne pas laisser le concept de Nation à l'extrême droite qui le conjugue à la sauce raciste qui lui est consubstantielle.

Détacher notre pays des poncifs Européistes (Indépendance de la BCE, concurrence libre et non faussée, rabot social comme seule approche de la compétitivité pour nos entreprises...)

S'inscrire dans la lutte contre l'effet de serre, en faisant reposer l'écologie sur des concepts scientifiques et non sur un ostracisme quasi religieux. Refuser une réforme territoriale précipitée, maladroite et au final dangereuse.

- Comment croire que de plus grandes régions seront source d'économies ?

- Comment croire que la suppression des départements ne se traduira pas par la mise à mal de la proximité ?

Pour autant un nouveau guide de l'intercommunalité au service des communes doit être proposé pour ajuster les compétences de chaque institution, simplifier et rendre plus lisible l'écheveau institutionnel. Réorienter la politique extérieure de la France qui paraît mièvre et sans influence en Palestine, dangereuse en Ukraine où le sort des populations russophones mérite d'être pris en compte.

PCF
Parti communiste français

MRC

FRONT DE GAUCHE



MAIRE DE FARGUES DE LANGON,
CONSEILLER GÉNÉRAL DE LA GIRONDE
PIERRE AUGEY



MRC
ÉLUE MUNICIPALE DE LANTON
FRANCINE LOUBES



MAIRE DE ST PIERRE D'AURILLAC
STEPHANE DENOYELLE



ÉLUE MUNICIPALE DE BÈGLES
CHRISTINE TEXIER



ÉLU MUNICIPAL DE CENON
ÉLU À LA CUB
MAX GUICHARD



ADJOINTE AU MAIRE
DE ST ANDRÉ DE CUBZAC
VÉRONIQUE LAVAUD



ST DENIS DE PILE
VICE PRÉSIDENT DE LA CALI
SEBASTIEN LABORDE



ÉLUE DE MÉRIGNAC
VICE PRÉSIDENTE DE LA CUB
CLAUDE MELLIER

EDITO

Comme de nombreux maires et élus de petites communes, je suis aujourd'hui en colère. En colère face à la baisse des dotations annoncées au travers du pacte de compétitivité, en colère face à une réforme des collectivités imposée par le gouvernement sans aucune concertation avec les élus de terrain que nous sommes, nos concitoyens.

Cette réforme acte la fin de la décentralisation, elle éloignera les lieux de pouvoirs de nos concitoyens, privera les conseils municipaux de compétences indispensables pour le bien commun, renforcera le pouvoir des préfets alors que celui des départements sera réduit à une peau de chagrin. La métropole risque fort de concentrer tous les pouvoirs, toutes les richesses.

J'ai décidé de me présenter à l'élection sénatoriale du 28 septembre prochain pour porter cette colère et mener un véritable débat sur l'avenir de nos collectivités. Je conduis une liste de large rassemblement avec des hommes et des femmes provenant de tout le département et d'horizons divers de la gauche et du camp républicain.

Nous voulons verser au débat nos exigences et nos propositions. Certes il y a besoin d'une réforme qui clarifie les rôles de chaque collectivités, qui permette des coopérations intercommunales pour répondre aux besoins des populations. Toute ma vie politique a été vouée au développement de ces coopérations intercommunales pour le bien commun, l'égalité territoriale, le développement de notre département.

Mais la commune, et le département, sont aujourd'hui menacés. L'une doit rester et avoir les moyens de demeurer le premier échelon démocratique, de développement des solidarités, des services publics au plus près de nos concitoyens.

L'autre doit être une assemblée à l'image de nos territoires et qui organise l'aménagement, les solidarités et le développement de services publics partout en Gironde.

RENDEZ-VOUS PUBLICS

17 SEPT. 2014 | **CENON**
MAISON DES ASSOCIATIONS
20H30

18 SEPT. 2014 | **CRÉON**
20H30

19 SEPT. 2014 | **SAINT ANDRÉ DE CUBZAC**
SALLE DU MASCARET
20H30

21 SEPT. 2014 | **BIGANOS**
SALLE DES FÊTES
11H

22 SEPT. 2014 | **BÈGLES**
SALLE JEAN LURÇAT
20H30

23 SEPT. 2014 | **ST DENIS DE PILE**
SALLE DES FÊTES
20H30

24 SEPT. 2014 | **FARGUES DE LANGON**

25 SEPT. 2014 | **MÉRIGNAC**
SALLE CAPEYRON
19H

26 SEPT. 2014 | **ST LAURENT DU MÉDOC**
SALLE DES FÊTES
19H30

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

République Française

28
SEPT
2014